

**ARRÊTÉ de mise en demeure  
à l'encontre de la société MAURY IMPRIMEUR  
pour le site sis ZI - 74 RN 152 - LE MALESHERBOIS (usine de Manchecourt)**

**La Préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur**

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.514-5, et la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à son article R.511-9 ;

**VU** le décret du 10 février 2021 nommant Madame Régine ENGSTRÖM préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret,

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 mars 1999 modifié autorisant la société MAURY EUROLIVRES à exploiter les installations classées implantées sur le territoire de la commune de MANCHECOURT, Z.I., 74 R.N. 152 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées du 11 juin 2021 communiquant à l'exploitant son rapport relatif à l'inspection réalisée le 15 avril 2021 sur le site sis ZI - 74 RN 152 - LE MALESHERBOIS, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 11 juin 2021 ;

**VU** la notification à l'exploitant du projet de mise en demeure susceptible d'être prononcée à son encontre ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations, le 25 juin 2021 ;

**VU** les observations de l'exploitant sur le projet de mise en demeure susvisé, adressées à 9 juillet 2021, reçu le 13 juillet 2021 ;

**Considérant** que lors du contrôle réalisé le 15 avril 2021 sur le site de la société MAURY IMPRIMEUR, ZI, 74 RN 152 au MALESHERBOIS, l'inspecteur de l'environnement de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire a notamment constaté les non-conformités de niveau 1 suivantes :

- Selon les conclusions du dernier compte-rendu de vérification périodique Q18 (visite du 24 novembre 2020), les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
- 70 observations dont 66 récurrentes figurent dans le compte-rendu de vérification périodique Q18 des installations électriques, ces observations étant susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 74.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 1999 modifié susvisé ;

**Considérant** que les non-conformités relevées sont susceptibles de conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations du site et/ou d'avoir un impact sur l'environnement et les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que suivant les termes de l'article L.171-8 du code de l'environnement, « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...]* » ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La société MAURY IMPRIMEUR (siège social : Route d'Etampes – Malesherbes – 45330 LE MALESHERBOIS) est mise en demeure, pour son établissement sis ZI, 74 R.N.152 – Manchecourt – 45330 LE MALESHERBOIS, de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 74.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 1999 susvisé :

- en procédant à l'ensemble des travaux nécessaires permettant de supprimer les risques d'incendie et d'explosion liés aux installations électriques,
- en faisant établir un nouveau compte-rendu de vérification périodique justifiant que l'ensemble des installations électriques de l'établissement ne sont pas susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la société MAURY IMPRIMEUR par voie postale.  
En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4** - Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, LE

**06 AOÛT 2021**

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

**Benoît LEMAIRE**

#### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne cours qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

**Diffusion**

- Société MAURY IMPRIMEUR
- Mme la Sous-Préfète de PITHIVIERS
- M. le Maire du MALESHERBOIS
- M. l'Inspecteur de l'environnement en charge des I.C.P.E. (D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire – U.D.45),

